

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,  
OECD Publications Service,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,  
Service des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

### III. ÉVOLUTIONS DANS UN CERTAIN NOMBRE D'ÉCONOMIES NON MEMBRES

*L'activité économique a continué de se redresser dans les pays asiatiques non membres durant la majeure partie de 2002, grâce à une croissance des exportations à deux chiffres. L'expansion s'est encore accélérée au cours du deuxième semestre en Chine, mais a ralenti dans les Économies dynamiques d'Asie du fait du regain de faiblesse aux États-Unis et dans les autres pays de l'OCDE. Si les marchés de l'OCDE connaissent une reprise, la croissance dans les Économies dynamiques d'Asie devrait rebondir en 2003, encore que les tensions géopolitiques représentent des risques significatifs à cet égard de même que les problèmes structurels et les répercussions possibles de l'épidémie dans plusieurs économies. La Chine est moins exposée aux risques extérieurs, mais de nouveaux progrès des réformes structurelles pour arriver à une croissance plus équilibrée de l'économie intérieure sont vraisemblablement nécessaires pour que la progression rapide du PIB réel puisse se poursuivre au-delà du court terme.*

*La croissance économique en Russie et dans les autres nouveaux États indépendants et États de l'Europe du Sud-Est s'est ralentie pour revenir en dessous de 5 pour cent en 2002. Dans un environnement mondial peu dynamique, cette croissance a été essentiellement induite par une expansion marquée de la demande intérieure, favorisée dans de nombreux pays par de fortes hausses des salaires et des prestations sociales. Elle devrait rester vigoureuse en 2003, aux alentours de 4 à 5 pour cent, aussi bien en Russie que dans les autres pays de la région, mais pourrait se ralentir encore en 2004. Dans certains pays, y compris en Russie, l'expansion plus prononcée enregistrée dans le secteur des produits primaires et des produits manufacturés de base, par rapport aux articles manufacturés plus complexes, pourrait accroître la vulnérabilité future de ces économies face à des chocs extérieurs.*

*L'Amérique du Sud se redresse lentement après la récession régionale de 2002. La nouvelle administration en place au Brésil a rassuré les marchés en poursuivant des politiques macroéconomiques prudentes et en commençant à entreprendre de nouvelles réformes structurelles. En Argentine, l'économie réelle montre des signes de reprise, malgré l'incertitude politique. Les autres pays de la région connaissent des résultats partagés, la croissance se redressant au Chili, alors que le Venezuela est confronté à une grave récession. Outre le rétablissement de la confiance dans la région, une impulsion de la demande en provenance de l'étranger, notamment des pays de l'OCDE, serait déterminante pour consolider la reprise économique naissante.*

Le PIB réel, la demande intérieure et les exportations dans la région asiatique se sont fortement redressés en 2002, mais les résultats ont divergé au deuxième semestre face à l'affaiblissement de la demande des pays de l'OCDE et au retournement des marchés mondiaux des technologies de l'information et des communications (TIC). Contrairement à la Chine, la croissance des exportations et des importations dans les Économies dynamiques d'Asie (EDA) s'est quasiment stoppée à la fin du deuxième semestre et l'activité économique s'est ralentie. Les économies les plus tributaires de la production de TIC ont été les plus durement touchées, notamment Singapour, où le PIB réel est resté quasiment stationnaire au deuxième semestre par rapport au premier, ainsi que les Philippines et le Taipei chinois. Néanmoins, la croissance du PIB réel des EDA s'est établie en moyenne à 3 pour cent pour l'ensemble de 2002, contre une croissance quasiment nulle en 2001, et l'excédent de la balance des opérations courantes de la région a continué de s'accroître.

***L'activité économique dans la région asiatique s'est redressée en 2002***

Si les marchés des pays de l'OCDE, en particulier le secteur des TIC, se redressent, la croissance du PIB réel dans les EDA devrait s'accroître encore en 2003. L'inflation tendancielle restant faible, sauf en Indonésie, la politique monétaire devrait continuer à soutenir la croissance réelle. Cependant, les tensions géopolitiques

***La croissance devrait encore se redresser dans les Économies dynamiques d'Asie en 2003***

engendrées par la situation en Irak, dont les effets négatifs sur le tourisme régional, les cours boursiers, l'investissement direct étranger (IDE) et la confiance devraient persister au-delà du court terme, ainsi que l'épidémie de pneumonie atypique (ou Syndrome respiratoire aigu sévère – SRAS) se traduit par des risques de dégradation de la situation dans les EDA supérieurs à la normale. Outre son incidence directe, un marasme prolongé de la demande extérieure pourrait aggraver les problèmes structurels internes et peser encore davantage sur les résultats économiques de certaines économies, notamment la Thaïlande et l'Indonésie, où les problèmes d'endettement du secteur privé demeurent graves, ainsi que le Taipei chinois et Hong-Kong, Chine, qui souffrent de déflation.

***L'activité s'est ralentie dans les nouveaux États indépendants et États d'Europe du Sud-Est***

La Russie et les autres nouveaux États indépendants et États d'Europe du Sud-Est ont connu un ralentissement de l'activité économique, qui est tombée de près de 6 pour cent en 2001 à un peu moins de 5 pour cent en 2002. Ce ralentissement a été dû en partie à la faiblesse de la demande extérieure et en partie à la persistance de problèmes structurels. Les résultats en matière de croissance ont convergé, la plupart des pays enregistrant un taux d'expansion compris entre 4 et 6 pour cent. Les exceptions notables ont été le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, où l'expansion dans le secteur pétrolier s'est traduite par des taux de croissance économique à peu près deux fois supérieurs aux moyennes de la zone. Dans la plupart des pays, le mouvement graduel de désinflation s'est poursuivi, soutenu généralement par un renforcement relatif de la monnaie locale par rapport au dollar.

***L'activité en Amérique du Sud se redresse lentement après le recul enregistré en 2002***

Après un ralentissement économique prononcé dans la première moitié de 2002, on a observé une inversion de tendance dans la deuxième moitié de l'année en Amérique du Sud, à l'exception du Venezuela. Cette amorce de reprise résulte essentiellement d'une nette amélioration de la balance commerciale, liée à la forte dépréciation persistante des taux de change des divers pays. Mais le PIB de la région s'est encore contracté d'environ 1 pour cent en 2002, en raison pour partie d'une baisse de 40 pour cent des entrées d'investissement direct étranger (IDE) dans la région. Pour 2003, la croissance pourrait s'accélérer quelque peu, mais des risques majeurs de dégradation persistent. En Argentine, si la situation de grave récession est en train de s'inverser, le pays était dans l'attente d'un nouveau gouvernement et la reprise n'est pas appuyée par des actions majeures de politique économique. L'économie du Venezuela pourrait se contracter fortement en 2003 sous l'effet de l'interruption temporaire de la production pétrolière et d'autres activités économiques ainsi que de la baisse correspondante de la consommation. Au Brésil, la transition gouvernementale sans heurt de janvier et les politiques orthodoxes mises en place par la nouvelle administration ont quelque peu atténué la pression sur le taux de change. Malgré cette évolution, les tensions inflationnistes ont persisté, exigeant plusieurs relèvements du taux d'intérêt de base, qui ont freiné la progression de la demande intérieure. Les perspectives pour le Chili paraissent plus favorables car les exportations devraient s'accroître dans le cadre des accords de libre-échange avec l'Union européenne et les États-Unis, alors que la demande de consommation se redresse. Globalement, face au manque de dynamisme de la demande intérieure et à la faible marge de manœuvre disponible pour la mise en œuvre de politiques expansionnistes, une augmentation de la demande étrangère, en particulier de la demande des pays de l'OCDE, ainsi qu'une reprise des investissements étrangers, seront décisifs pour une reprise de la croissance en Amérique du Sud.

## Chine

La croissance du PIB réel de la Chine s'est encore accélérée dans la deuxième moitié de 2002 pour atteindre 8 pour cent pour l'ensemble de l'année, contre une progression de 7.3 pour cent en 2001. La croissance du PIB s'est encore accélérée au cours du premier trimestre de 2003, à son rythme le plus rapide depuis 1997. Ces résultats exceptionnellement bons s'expliquent par la demande intérieure, alors que la contribution du solde extérieur a été inférieure à celle de 2001.

*La croissance du PIB réel s'est encore accélérée au deuxième semestre de 2002*

Les investissements en capital du secteur public restent le principal moteur de croissance. Les investissements immobiliers en termes réels ont augmenté de 22 pour cent d'une année sur l'autre en 2002, mais, avec des taux de vacances supérieurs à 10 pour cent dans les grandes villes, on craint qu'une nouvelle bulle ne soit en train de se constituer. Malgré la progression des bénéfices des entreprises ayant fait suite à une accélération des ventes, les dépenses d'équipement dans ce secteur sont restées relativement faibles, car les entreprises autres que les entreprises d'État n'ont qu'un accès limité au crédit et un excédent de capacité persiste.

*La croissance de la demande intérieure a été induite par l'investissement public*

Le ralentissement des dépenses de consommation durant la première moitié de 2002 a été suivi d'un net rebond dans la deuxième moitié. Les dépenses de consommation des ménages ont concerné surtout les biens durables, notamment les véhicules pour le transport de passagers, et ont été particulièrement fortes dans les villes côtières. La croissance des revenus et de la consommation en zones rurales reste faible, toutefois. Les dépenses au titre des biens de consommation durables reflètent en particulier un ajustement des stocks face, d'une part, au développement de l'accès à la propriété immobilière qui a fait suite aux réformes engagées dans le secteur immobilier et, de l'autre, à la baisse des prix des automobiles intervenue en 2002, au lendemain des réductions des droits de douane.

*La croissance de la consommation privée s'est redressée*

Les exportations de la Chine ont connu en 2002 une croissance exceptionnellement forte, atteignant 22 pour cent d'une année sur l'autre. Ce sont essentiellement les exportations à destination de l'Asie et de l'Europe qui ont progressé (21 et 20 pour cent, respectivement), sous l'effet d'un accroissement marqué des importations en Asie et d'une augmentation des débouchés dans les deux régions. Les importations se sont aussi beaucoup accrues en 2002, au rythme de 21 pour cent (d'une année sur l'autre), grâce à la bonne tenue des exportations et des dépenses nationales d'infrastructure et

*Les exportations ont été favorisées par de nouveaux gains de parts de marché*

Tableau III.1. **Prévisions pour la Chine<sup>a</sup>**

	2001	2002	2003	2004
Croissance du PIB réel	7.3	8.0	7.7	7.1
Inflation	0.7	-0.8	-0.2	0.0
Solde budgétaire (en % du PIB)	-2.6	-3.0	-3.0	-3.2
Balance des opérations courantes (milliards de dollars)	17.4	18.5	17.6	15.1
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	1.5	1.5	1.3	1.1

a) Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente. L'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation.

Source : Les chiffres pour 2001 et pour la plupart de ceux de 2002 sont des données de source nationale.

Les chiffres pour 2003-2004 sont des estimations et prévisions de l'OCDE.

grâce aussi à la reprise de la consommation intérieure et aux réductions des droits de douane et des quotas qui ont suivi l'entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les apports d'IDE ont augmenté de 13 pour cent en 2002 par rapport à 2001, atteignant 53 milliards de dollars.

*La déflation s'est atténuée mais ses sources profondes demeurent*

La déflation s'est un peu atténuée sous l'effet des fortes dépenses de consommation, de la hausse des prix du pétrole et d'une augmentation des prix des denrées alimentaires liée aux mauvaises conditions climatiques. Cependant, les facteurs qui sont à l'origine du phénomène de déflation ne se sont guère modifiés, notamment l'excédent de l'offre dans un grand nombre de secteurs.

*La croissance de la demande intérieure devrait se ralentir en 2003-2004*

Malgré la rapide expansion enregistrée en 2002, la progression de la demande intérieure devrait être moins marquée en 2003-2004 à mesure que la forte expansion des investissements immobiliers se ralentit et que l'ajustement des stocks dans le secteur automobile et dans les autres secteurs des biens de consommation durables, aujourd'hui en cours, se tasse. Si elle n'est pas rapidement contenue, l'épidémie de pneumonie atypique (ou syndrome respiratoire aigu sévère) pourrait en outre faire baisser la croissance. La contribution extérieure au PIB pourrait aussi diminuer quelque peu, en raison de la contraction des gains de parts de marchés à l'exportation. Le nouveau gouvernement est donc confronté à la tâche difficile qui consiste à assurer une croissance mieux équilibrée tout en favorisant la création d'emplois pour contenir la hausse du chômage. Les possibilités de stimulation macroéconomique sont limitées par le niveau déjà faible des taux d'intérêt, par la hausse du déficit budgétaire et par les importantes augmentations de l'endettement public, qui seront vraisemblablement nécessaires à l'avenir pour recapitaliser le système bancaire et mener à bien d'autres réformes.

*De nouvelles réformes structurelles sont nécessaires*

Le maintien de la croissance du PIB réel dépendra donc vraisemblablement de plus en plus des réformes structurelles. Il est indispensable à cet égard de réformer le secteur financier afin de mettre fin au resserrement du crédit dont souffrent actuellement les entreprises autres que les entreprises d'État, particulièrement les petites et moyennes entreprises (y compris les entreprises rurales). Il sera tout aussi important de mettre en oeuvre des mesures pour transformer les entreprises d'État en entreprises commerciales orientées vers le profit et dotées des technologies et des autres capacités nécessaires pour soutenir la concurrence. Les finances publiques doivent être aussi largement réformées pour pouvoir mieux venir en aide aux zones rurales et assurer un filet de sécurité sociale aux personnes déplacées par les réformes. Les mesures de réforme qui ont déjà été mises en oeuvre représentent des avancées importantes vers ces objectifs mais ne seront vraisemblablement pas suffisantes. On a beaucoup discuté au cours de l'année écoulée de nouvelles grandes initiatives, en particulier dans le secteur financier, mais aucune décision officielle n'a encore été prise.

---

## Fédération de Russie

---

*Le PIB de la Russie continue de s'accroître, mais l'expansion est de plus en plus inégale*

La croissance du PIB de la Russie est tombée à 4.3 pour cent en 2002. Alors que le secteur des services s'est fortement développé, sous l'effet d'une augmentation des salaires réels de plus de 15 pour cent, la croissance de l'investissement et de la production industrielle a continué de se ralentir. La croissance industrielle a concerné surtout le secteur pétrolier, la métallurgie et l'agro-alimentaire, le reste de l'activité industrielle connaissant pour l'essentiel une stagnation. La valeur des exportations a

Tableau III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie<sup>a</sup>

	2001	2002	2003	2004
Croissance du PIB réel	5.0	4.3	5.0	3.5
Inflation	18.6	15.1	14.0	11.0
Solde budgétaire (en % du PIB) <sup>b</sup>	2.9	1.0	0.1	1.0
Solde budgétaire primaire (en % du PIB) <sup>c</sup>	5.6	3.4	2.7	3.0
Balance des opérations courantes (milliards de dollars)	35.0	32.2	34.0	25.0
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	11.3	9.3	8.5	5.5

a) Les données relatives au PIB sont des pourcentages de variation par rapport à l'année précédente. L'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation en fin d'année.

b) Budget consolidé (les budgets des administrations fédérale, régionales et municipales sont inclus, à l'exclusion des fonds extrabudgétaires).

c) Budget fédéral.

Source : Les chiffres pour 2001 et 2002 sont des données de source nationale.

Les chiffres pour 2003-2004 sont des prévisions de l'OCDE.

progressé, grâce à une augmentation des volumes exportés. La croissance des importations se ralentissant, l'excédent de la balance des opérations courantes est resté supérieur à 9 pour cent du PIB, diminuant quelque peu cependant.

Le recul progressif de l'inflation s'est poursuivi, ce mouvement étant favorisé par l'appréciation continue en termes réels du rouble par rapport au dollar. Le passage récent de la Banque centrale à la fixation d'objectifs d'inflation illustre également une volonté renforcée de maîtriser l'inflation. Globalement, la compétitivité extérieure a été peu affectée en 2002, car le taux de change effectif réel est resté pratiquement inchangé en raison de la dépréciation du rouble par rapport à l'euro. L'introduction récente d'instruments de politique monétaire plus efficaces – comme les opérations de prise en pension et de mise en pension – facilitera la gestion et la stérilisation des liquidités. Cela devrait à son tour rendre un peu moins impérative la nécessité d'arbitrer entre une plus forte inflation ou une appréciation plus rapide du taux de change réel, qui caractérisait le régime monétaire précédent. Compte tenu des pressions inflationnistes sous-jacentes et des grosses entrées de capitaux liées au secteur pétrolier, la réalisation de l'objectif d'inflation pour 2003, soit 10 à 12 pour cent, sans nuire à la compétitivité de l'économie russe sera difficile. Du côté budgétaire, une grande partie des recettes supplémentaires découlant de la hausse des prix du pétrole en 2002 ont été acheminées vers un fonds de réserve (établi à l'origine pour faire face à d'importants remboursements de la dette en 2003), tout comme les récentes recettes des privatisations. La transformation de ce fonds de réserve en un fonds de stabilisation pour couvrir les manques à gagner des recettes publiques durant les périodes de baisse des prix du pétrole est actuellement en cours d'examen. Le budget de 2003, bien qu'expansionniste, table sur un léger excédent et est fondé en outre sur des prix du pétrole d'environ 20 dollars le baril, ce qui constitue en soi un important amortisseur.

*Les politiques macroéconomiques restent saines...*

La réforme du secteur de l'électricité a beaucoup progressé car la Douma a approuvé le plan visant à scinder la compagnie d'électricité en situation de monopole selon des lignes fonctionnelles et à introduire la concurrence dans le secteur. Si la situation des petites et moyennes entreprises reste difficile, les politiques de déréglementation récemment approuvées ont conduit à une amélioration de leurs conditions de fonctionnement. La révision actuelle de la loi sur les faillites devrait contribuer à rendre les droits de propriété plus sûrs. Des progrès ont aussi été faits récemment dans la réforme du secteur ferroviaire et du système des pensions, alors que les autorités ont commencé à s'attaquer aux réformes réglementaires, administratives et

*... et des progrès ont été réalisés dans la réforme structurelle*

militaires. Si le processus de réforme prend du temps, l'important investissement réalisé récemment par British Petroleum (BP) dans le secteur pétrolier russe témoigne d'une confiance accrue de la communauté des affaires internationales dans la capacité de l'administration actuelle de mener à bien ces réformes.

*La croissance devrait se poursuivre en 2003...*

La poursuite d'une forte croissance intérieure contribuera à une robuste progression du PIB réel en 2003. L'investissement, essentiellement dans le secteur pétrolier et dans les services publics, s'est redressé récemment et la consommation privée restera dynamique sous l'effet d'un nouvel accroissement du revenu disponible. Ce dernier devrait toutefois se tasser après les élections parlementaires, prévues pour la fin 2003.

*... mais son caractère déséquilibré pourrait constituer une menace à moyen et à long terme*

Une nouvelle expansion de la production pétrolière et les investissements prévus dans les services publics devraient contribuer à une croissance modérée au-delà de 2003. L'expansion dans le secteur pétrolier et la nouvelle diminution de la part, dans le secteur manufacturier, des produits plus complexes et moins concurrentiels au profit des produits primaires et des produits manufacturés de base devraient contribuer à accroître les niveaux globaux de productivité. Ces évolutions pourraient toutefois accroître la vulnérabilité de l'économie russe face aux chocs extérieurs, alors que la hausse des salaires et l'appréciation du taux de change réel risquent de miner la croissance dans les autres secteurs industriels. Pour contrer ces évolutions, de nouvelles réformes structurelles, en particulier dans le domaine de l'imposition et dans les activités bancaires, seront nécessaires afin de faciliter le redéploiement des ressources vers des secteurs potentiellement plus dynamiques.

---

## Brésil

---

*L'économie brésilienne se redresse après le choc porté à la confiance...*

L'économie brésilienne a obtenu des résultats sensiblement meilleurs au deuxième semestre de 2002 qu'au premier. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance. La correction du déséquilibre commercial s'est accélérée sous l'effet de la forte dépréciation du taux de change. Après les élections, la confiance s'est améliorée, conduisant à une légère reprise de l'investissement. Enfin, le redressement économique du deuxième semestre (en glissement annuel) s'explique en partie par le fait que la base de comparaison est le deuxième semestre de 2001, durant lequel l'activité économique a été peu dynamique en raison de la crise énergétique. On notera que, parallèlement à ces évolutions, le Brésil a été confronté à une importante baisse des entrées de capitaux privés, y compris les lignes de crédit accordées par les banques commerciales et l'IDE. Dans ce contexte, le programme financier du Fonds monétaire international a beaucoup contribué à atténuer les pressions sur la balance des paiements.

*... mais la forte dépréciation du taux de change a généré des pressions inflationnistes*

Face aux effets inflationnistes de la dépréciation du taux de change, les autorités monétaires ont augmenté le taux d'intérêt de base durant la deuxième moitié de 2002. Mais l'inflation a dépassé l'objectif fixé pour la fin de 2002 et les pressions inflationnistes ont persisté dans les premiers mois de 2003. Face à cette situation, la Banque centrale a encore durci la politique monétaire. Le choc du taux de change et

les relèvements du taux d'intérêt directeur ont accru l'endettement public, qui est largement indexé sur ces deux variables. Les finances publiques ont suivi à peu près l'évolution prévue mais, pour faire face aux coûts accrus du service de la dette, l'administration a dû augmenter l'excédent primaire pour le porter à près de 4 pour cent du PIB en 2002.

La transition gouvernementale remarquablement sereine de janvier et l'engagement de la nouvelle administration de maintenir une orientation monétaire prudente et l'austérité budgétaire ont rétabli la confiance. Dans ces conditions, les pressions de change ont diminué et le rapport de l'endettement public au PIB s'est amélioré depuis les élections. Cependant, la lenteur de la croissance économique met à rude épreuve les finances des États et des municipalités. La politique budgétaire devrait être encore durcie en 2003, avec une augmentation prévue de l'excédent primaire qui sera obtenue en grande partie par d'importantes réductions des dépenses publiques. Ces politiques macroéconomiques restrictives continueront de peser sur la demande intérieure. Une augmentation des exportations nettes ne sera pas facile à obtenir, compte tenu du taux déjà important d'utilisation des capacités et de la faible demande des partenaires commerciaux du Brésil. En outre, le renforcement de la capacité de production au moyen de l'investissement se heurte au niveau élevé des taux d'intérêt intérieurs en termes réels et aux difficultés d'accès au crédit international.

*Des politiques macroéconomiques expansionnistes ne sont pas envisageables pour le moment...*

Tableau III.3. **Prévisions pour le Brésil<sup>a</sup>**

	2001	2002	2003	2004
Croissance du PIB réel	1.4	1.5	2.0	3.0
Inflation	7.7	12.5	14.0	9.0
Solde budgétaire (en % du PIB) <sup>b</sup>	-3.6	-4.6	-4.5	-3.0
Solde budgétaire primaire (en % du PIB)	3.8	3.9	4.3	4.0
Balance des opérations courantes (milliards de dollars)	-23.2	-8.6	-5.0	-6.0
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-4.6	-1.8	-1.1	-1.1

a) Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages moyens de variation par rapport à la période précédente. L'inflation se réfère à l'indice des prix à la consommation (IPCA) en fin d'année.

b) Sur la base d'un nouveau concept harmonisé qui ne tient pas compte des réévaluations de la dette publique dues aux variations du taux de change.

Source : Les chiffres pour 2001 et 2002 sont de source nationale. Les chiffres pour 2003-2004 sont des estimations et prévisions de l'OCDE.

Dans ce contexte, la mise en œuvre des réformes structurelles est un élément indispensable du processus de consolidation de la confiance. Les autorités ont soumis des propositions de réforme des impôts et des pensions au Congrès. Respecter le programme de réforme est une condition essentielle du renforcement de la confiance et permettrait la stabilisation du taux de change, la réduction des pressions inflationnistes et la diminution des taux d'intérêt intérieurs. En principe, ces tendances devraient s'accompagner d'un renouvellement des lignes de crédit internationales. Dans ce scénario favorable, la charge de la dette serait allégée et l'investissement et la consommation seraient favorisés. Une amélioration de la conjoncture internationale permettrait aussi la croissance des exportations d'ici à la fin de 2003 et en 2004, encourageant la croissance économique. Dans un scénario plus pessimiste, les efforts faits par les autorités pour poursuivre les réformes soit ne se concrétiseraient pas soit ne seraient pas récompensés par des entrées de capitaux accrues et par la croissance économique. Les difficultés politiques et sociales associées à ce scénario font peser des incertitudes sur les perspectives.

*... mais les perspectives pourraient s'améliorer avec un renforcement de la confiance*

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 72, décembre 2002**

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

### **N° 68, décembre 2000**

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international  
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE  
Prix des logements et activité économique  
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

### **N° 67, juin 2000**

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels  
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE  
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique  
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles  
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

### **N° 66, décembre 1999**

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques  
La valorisation du travail  
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins  
Profil international de la réglementation des marchés de produits

### **N° 65, juin 1999**

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi  
Les défis de politique économique liés au changement climatique  
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire</b> .....	vii	
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1	
Vue d'ensemble : une reprise lente .....	1	
Nature du cycle et risques géopolitiques .....	2	
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement .....	5	
Vigueur et dynamique générale de la reprise .....	10	
Les risques baissiers dominant toujours .....	18	
Enjeux de politique macroéconomique .....	21	
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs .....	31	
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme .....	35	
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....	41	
États-Unis..... 41	Corée ..... 84	Norvège ..... 113
Japon ..... 46	Danemark ..... 87	Nouvelle-Zélande ..... 116
Allemagne ..... 51	Espagne ..... 89	Pays-Bas ..... 119
France..... 56	Finlande ..... 92	Pologne ..... 122
Italie ..... 60	Grèce ..... 95	Portugal..... 125
Royaume-Uni..... 65	Hongrie..... 98	République slovaque..... 128
Canada..... 70	Irlande..... 101	République tchèque..... 131
Australie..... 75	Islande..... 104	Suède ..... 134
Autriche..... 78	Luxembourg..... 107	Suisse ..... 137
Belgique..... 81	Mexique..... 110	Turquie..... 139
<b>III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres</b> .....	143	
Chine .....	145	
Fédération de Russie .....	146	
Brésil .....	148	
<b>IV. Après la bulle des télécommunications</b> .....	151	
Introduction.....	151	
Un retournement de situation.....	152	
Implications pour l'action des pouvoirs publics .....	160	
<b>V. Politiques structurelles et croissance</b> .....	169	
Introduction.....	169	
Tendances divergentes de la croissance .....	169	
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	172	
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain .....	180	
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique .....	186	
<b>VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....	193	
Introduction.....	193	
Profils de l'IDE .....	194	
Investissement direct étranger et échanges .....	198	
<b>VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....	203	
Introduction.....	203	
Les différents types d'obstacles à l'IDE .....	204	
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000.....	206	
La libéralisation de l'IDE depuis 1980 .....	208	

<b>VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger</b> .....	211
Introduction .....	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger .....	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger .....	217

<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	223
--	-----

<b>Annexe statistique</b> .....	225
Classification des pays .....	226
Mode de pondération pour les données agrégées .....	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro .....	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	227
Tableaux annexes .....	229

## Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ? .....	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales .....	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère .....	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques .....	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme .....	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE .....	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications .....	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données .....	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE .....	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement .....	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE .....	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE .....	212

## Tableaux

I.1. Croissance de la production .....	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base .....	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme .....	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume .....	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions .....	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation .....	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref .....	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques .....	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE .....	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme .....	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme .....	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes .....	39
III.1. Prévisions pour la Chine .....	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	147
III.3. Prévisions pour le Brésil .....	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE .....	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes .....	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation .....	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE .....	219

## Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003 .....	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement .....	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro .....	9

I.4. Marges et taux d'utilisation .....	9
I.5. Taux de change effectifs réels .....	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis .....	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis .....	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE .....	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom .....	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel .....	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications .....	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE .....	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002 .....	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets .....	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE .....	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001 .....	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE .....	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998 .....	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions .....	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000 .....	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs .....	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998 .....	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger .....	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration .....	220

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions<sup>a</sup>

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>PIB en volume</b>									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
<b>Demande intérieure totale en volume</b>									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
<b>Inflation<sup>b</sup></b>									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
<b>Chômage</b>									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
<b>Balance courante</b>									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>c</sup></b>									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>Commerce mondial<sup>d</sup></b>									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

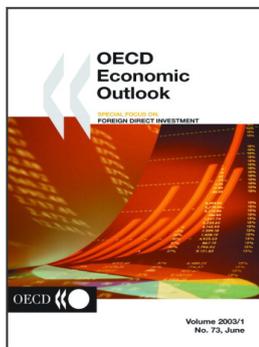
- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2003), « Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres de l'OCDE », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-34-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-34-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).